



envoyé : 13 juillet 2021 à 19:42
de : bulletinx@riseup.net
à : bulletinx list <bulletinx@lists.riseup.net>
objet : [bulletinx] 13 juillet 2021

1. Non à la dictature ! Tous dans les rues !
2. Les plans européens pour les "passeports vaccinaux" étaient en place 20 mois avant la pandémie. Une coïncidence ?
3. Notre terre, notre nature
4. Vidéo : Au cœur de l'industrie pharmaceutique

1. Non à la dictature ! Tous dans les rues !

Non à la dictature ! Tous dans les rues de Montpellier !

Rassemblement de Montpellier à 14h demain pour le 14 juillet.
Centre-ville de Montpellier.

Les Gilets Jaunes de la Région de Nîmes (30) feront une visite démocratique à la préfecture à 16h30 samedi 17 juillet.

2. Les plans européens pour les "passeports vaccinaux" étaient en place 20 mois avant la pandémie. Une coïncidence ?

Alors que l'on annonce au monde entier que des "passeports vaccinaux" seront nécessaires pour tous les voyages internationaux à l'avenir, et même, dans de nombreux pays, pour entrer dans les magasins, les restaurants, les bars, les salles de sport, les hôtels, les théâtres, les concerts et les événements sportifs, l'impression que l'on nous donne est que cette mesure est une conséquence directe de la pandémie de coronavirus. En Europe, cependant, où se trouvent 8 des 10 premiers pays exportateurs de produits pharmaceutiques, la planification des passeports vaccinaux a commencé au moins 20 mois avant le début de l'épidémie de COVID-19.

Apparemment, la pandémie a fourni aux politiciens européens l'"excuse" dont ils avaient besoin pour introduire cette idée.

La "Commission européenne" - l'organe exécutif de l'Europe - a publié pour la première fois une proposition de passeports vaccinaux le 26 avril 2018. Enterrée profondément dans un document traitant du "renforcement de la coopération contre les maladies évitables par la vaccination", la proposition a été essentiellement ignorée par les médias grand public.

Un document de feuille de route publié début 2019 a ensuite défini des plans spécifiques pour la mise en œuvre de la proposition de la

Commission européenne.

La principale action citée dans la feuille de route consistait à "examiner la faisabilité de l'élaboration d'une carte/passeport de vaccination commune" pour les citoyens européens, qui soit "compatible avec les systèmes électroniques d'information sur la vaccination et reconnue pour une utilisation transfrontalière." Le plan visait à ce qu'une proposition législative soit publiée en Europe d'ici 2022.

Il est intéressant de noter que la feuille de route utilise plusieurs termes qui, s'ils étaient relativement peu répandus dans la plupart des pays avant la pandémie, sont depuis devenus quotidiens dans les médias grand public. Le plus notable d'entre eux est sans doute "l'hésitation à se faire vacciner". L'aide aux pays européens pour "contrer l'hésitation vaccinale" figure dans le document comme l'un des points d'action clés.

La possibilité que des pandémies et des "épidémies inattendues" se produisent est également évoquée dans la feuille de route. De manière révélatrice, il est fait spécifiquement référence au soutien à l'autorisation de "vaccins innovants, notamment pour les menaces sanitaires émergentes". Affirmant que "l'industrie de fabrication des vaccins" a un "rôle clé" à jouer dans la réalisation des objectifs décrits dans le document, la feuille de route énumère "l'amélioration de la capacité de fabrication de l'UE" et la constitution de stocks de vaccins comme autant d'actions à envisager.

En vue de renforcer les "partenariats existants" et la "collaboration avec les acteurs et les initiatives internationaux", la feuille de route fait également référence à une réunion du sommet mondial sur la vaccination qui a eu lieu en septembre 2019. Un examen attentif des participants et du sujet de cette réunion est révélateur.

Le sommet mondial sur la vaccination de 2019

Non rapporté par la plupart des médias grand public, un " Sommet mondial de la vaccination " a été accueilli à Bruxelles, en Belgique, le 12 septembre 2019. Organisée par la Commission européenne en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé, cette réunion a eu lieu seulement 3 mois avant le début de l'épidémie de coronavirus. De manière significative, c'était également seulement 36 jours avant le désormais tristement célèbre exercice de simulation d'épidémie de coronavirus, soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, le Forum économique mondial et la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, qui a eu lieu le 18 octobre 2019.

Événement sur invitation uniquement, les participants au sommet sur la vaccination comprenaient des dirigeants politiques, des représentants de haut niveau des Nations unies et d'autres organisations internationales, des ministères de la santé, des universitaires de premier plan, des

scientifiques et des professionnels de la santé, le secteur privé et des organisations non gouvernementales.

Le sommet était structuré autour de trois tables rondes intitulées "In Vaccines We Trust", "The Magic Of Science" et "Vaccines Protecting Everyone, Everywhere". Parmi les membres notables du panel de ces tables rondes figuraient Nanette Cocero, présidente mondiale de Pfizer Vaccines, le Dr Seth Berkley, PDG de GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins, une organisation qui a reçu d'importants financements de la Fondation Bill et Melinda Gates, et Joe Cerrell, directeur général de la politique mondiale et du plaidoyer de la Fondation Bill et Melinda Gates.

La planification de la pandémie a été clairement mise en évidence lors de cette réunion au sommet. Les principaux documents distribués aux participants comprenaient des rapports sur la planification de la préparation à la grippe pandémique, un exercice de grippe pandémique pour l'Union européenne, la planification de la préparation à la grippe aviaire et à la grippe pandémique, la planification de la préparation et de la réponse à la grippe pandémique, la suffisance des vaccins contre la grippe pandémique dans l'UE et un partenariat public-privé sur les vaccins européens contre la grippe pandémique. Dans tous ces documents, l'objectif de renforcer la collaboration avec l'industrie pharmaceutique est souligné à plusieurs reprises, tout comme le message selon lequel une pandémie mondiale est désormais inévitable.

Passeports vaccinaux : qui en profite vraiment ?

Qui profite réellement des passeports vaccinaux ? Certainement pas les gens ordinaires, pour qui le partage de leur dossier médical et d'autres données personnelles pourrait bientôt devenir obligatoire pour pouvoir participer à la société.

Le principal bénéficiaire sera plutôt l'industrie pharmaceutique multinationale. Les ventes mondiales de médicaments et de vaccins devant déjà atteindre 1 500 milliards de dollars cette année, les sociétés pharmaceutiques et leurs investisseurs salivent à l'idée que les passeports vaccinaux deviennent obligatoires dans le monde entier. Le marché total des vaccins COVID-19 devrait représenter 100 milliards de dollars en termes de ventes et 40 milliards de dollars en termes de bénéfices après impôts.

Les vaccinations annuelles contre les mutations du coronavirus pourraient encore faire grimper ces chiffres. Si nous ne résistons pas aux passeports vaccinaux et si nous ne "votons pas pour la raison", les fabricants de médicaments et de vaccins pourraient contraindre le monde à une dépendance économique et politique à long terme. Notre objectif urgent doit donc être de remplacer le "business de la maladie" de l'industrie pharmaceutique, motivé par l'appât du gain, par un système

de santé fondé sur des approches véritablement préventives. Accepter l'alternative proposée par l'industrie pharmaceutique est tout simplement impensable.

Paul Anthony Taylor

<https://www.cielvoile.fr/2021/04/les-plans-europeens-pour-les-passeports-vaccinaux-etaient-en-place-20-mois-avant-la-pandemie.une-coincidence.html>

3. Notre terre, notre nature

Un congrès alternatif

Des leaders mondiaux, patrons d'entreprises et ONG de protection de la nature ont prévu de se réunir en septembre 2021 pour le congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, en France. Ils s'accorderont à soutenir l'idée de transformer 30 % de la planète en « aires protégées » et à promouvoir les « Solutions fondées sur la nature », qu'ils estiment être nécessaires de toute urgence pour ralentir la perte de biodiversité et le changement climatique. Mais si on ne les contrôle pas, leurs projets aggraveront les choses.

L'expérience montre clairement que ces plans conduiront à de nouvelles violations des droits humains et au plus grand accaparement de terres de l'histoire, qui se perpétueront aux dépens de ceux qui sont les moins responsables de ces crises - les peuples autochtones, qui protègent déjà 80 % de la biodiversité mondiale, et les autres populations locales, principalement dans le sud du monde.

Le moyen de loin le plus efficace pour lutter contre la perte de biodiversité et le changement climatique est de reconnaître les droits des peuples autochtones à leurs terres, et de les placer au cœur de la protection de la nature et de l'action en faveur du climat. C'est un fait reconnu dans de nombreuses politiques et déclarations, mais l'action « sur le terrain » continue de les déposséder et de les maltraiter.

Un congrès alternatif et indépendant, « Notre terre, notre nature » se réunira (en présentiel et par visioconférence) juste avant le congrès officiel de l'UICN pour s'opposer aux fausses solutions qui y seront mises en avant. Le congrès alternatif donnera une plateforme pour s'adresser au monde à ceux qui ont souffert des prétendues « solutions vertes », qui ont vu leurs terres volées, leurs familles détruites et leurs moyens de subsistance dévastés par la militarisation croissante de la protection de la nature.

Le congrès “Notre terre, notre nature” présentera une vision alternative de la protection de la nature, qui fonctionne déjà, là où les peuples autochtones ont le contrôle sur leurs propres terres. Cette

alternative repose sur la diversité humaine, qui protège et améliore la biodiversité. Elle est antiraciste et anticolonialiste, et s'enracine dans une véritable justice sociale et climatique. Pour trouver des solutions réelles et pratiques aux crises de la biodiversité et du climat, nous devons écouter les peuples autochtones et décoloniser la protection de la nature.

Le congrès "Notre terre, notre nature" sera immédiatement suivi, le 3 septembre 2021, d'une conférence de presse et d'une manifestation.

Objectifs :

- Donner une tribune aux peuples autochtones et aux communautés locales largement réduits au silence ou « invisibilisés », dont la vie a été dévastée par la conservation-forteresse et les crimes de l'industrie de la conservation, ainsi qu'aux communautés et mouvements qui ont une vision alternative de la protection de la nature
- Influencer les décideurs au Congrès mondial de la nature de l'UICN et remettre en question le discours sur l'expansion des aires protégées ; décourager l'adoption de l'objectif 30x30 (30 % d'aires protégées d'ici 2030)
- Montrer qu'une autre voie est possible en mettant en avant une vision radicale et des recommandations concrètes et applicables pour protéger la diversité biologique et culturelle de la Terre, au centre de laquelle se trouvent les peuples autochtones et les communautés locales, et qui s'inscrit dans le respect des droits et de la justice sociale

Résultats :

- Construire les fondements d'une coalition de personnes affectées par les aires protégées, d'associations et de membres de la société civile qui veulent changer la manière dont est faite la « protection de la nature » : pour les peuples autochtones, la nature et toute l'humanité.
- Établir un contre-argument fort avant le Congrès mondial de la nature de l'UICN sur les dangers et les échecs de la conservation-forteresse, ainsi que sur les droits territoriaux des peuples autochtones comme alternative à la proposition des 30 %.

<https://www.notreterrenotrenature.fr/>

4. Vidéo : Au cœur de l'industrie pharmaceutique

Quentin Ravelli est sociologue, chargé de recherche au CNRS. En 2015, il a publié {La Stratégie de la bactérie: Une enquête au cœur de

l'industrie pharmaceutique} au Seuil. Il y décrit et analyse tout la chaîne de production du médicament - de la constitution des molécules à la fabrication des emballages en passant par le lobbying et le service commercial. À partir de sa connaissance du fonctionnement routinier de l'industrie pharmaceutique, nous avons souhaité discuter avec lui de la situation actuelle, de la production des vaccins, de la médecine en temps de crise épidémique, de l'emprise de l'industrie sur le corps médical et de queues de cerises.

<https://www.youtube.com/watch?v=9eBdkvXJojc--->

To unsubscribe: <bulletinx-unsubscribe@lists.riseup.net>

List help: <<https://riseup.net/lists>>